



**MINISTÈRE
DE LA JUSTICE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de
Bordeaux
(Région Nouvelle Aquitaine)
188 rue de Pessac – CS 21509
33 062 BORDEAUX CEDEX**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Marché N°25DISPBX002

Maintenance des cuisines du CD MAUZAC

*Marché passé selon la procédure adaptée en application des articles L2123-1
et R2123-1 du Code de la commande publique*

**DATE ET HEURE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES :
29/08/2025 à 17h30**

Imputations budgétaires :

Code CPV :	50883000
Activité :	010703010302
Domaine fonctionnel :	0107-01
Groupe de marchandise :	45.05.06
Axe d'analyse 1 :	10-AP1070910-MAT-MAINT
Axe 2 :	MR
Centre financier :	0107-F001-0001

Charte      
RELATIONS FOURNISSEURS
ET ACHATS RESPONSABLES
SIGNATAIRE

Table des matières

Article 1	Présentation de l'acheteur	3
Article 2	Objet de la consultation – présentation générale	3
Article 3	Pièces contractuelles du marché	4
Article 4	Modalités d'exécution	5
Article 5	Prix du marché	7
Article 6	Réception, opération de vérification et admission des prestations	8
Article 7	Continuité du service	9
Article 8	Facturation et modalités de règlement	9
Article 9	Sous-traitance	11
Article 10	Avance forfaitaire issue de l'article R2191 du Code de la commande publique	11
Article 11	Pénalités	11
Article 12	Nantissement	13
Article 13	Assurances et responsabilité	13
Article 14	Résiliation du marché	14
Article 15	Droit et langue	15
Article 16	Confidentialité et secret	15
Article 17	Clauses pénitentielles	15
Article 18	Promotion de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »	17
Article 19	Dérogation au CCAG-FCS	17

Article 1

Présentation de l'acheteur

MINISTERE DE LA JUSTICE
DIRECTION DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE
DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES DE BORDEAUX
188 rue de Pessac – CS21509
33062 BORDEAUX CEDEX
05 57 81 45 00
173 301 201 00211

Contact pour le pilotage de la consultation :

Unité des Achats et des Marchés publics :

dbf-uamp.dr-bordeaux@justice.fr

La Direction Interrégionale des services pénitentiaires de Bordeaux gère 20 établissements pénitentiaires sur la région Nouvelle Aquitaine.

Article 2

Objet de la consultation – présentation générale

1. Objet du marché

Les stipulations du présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent un marché passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert dont l'objet est relatif à la réalisation des prestations de maintenance préventive, corrective et curative sur les équipements de cuisine du Centre de détention de Mauzac.

2. Forme et montant du marché

La présente consultation est passé en APPEL D'OFFRES OUVERT en application de l'article L2124-2 du Code de la commande publique. Il est mono-attributaire.

Ce marché est un marché à bon de commande, sans minimum. Le montant maximum du marché est de 80 000€HT.

Les bons de commande seront émis annuellement et pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité du présent marché.

3. Allotissement

En application des articles L2113-10 et L2113-11 du Code de la commande publique, ce marché est un marché non alloti. En effet, en raison de son objet et de ses spécificités techniques, un allotissement de marché aurait une répercussion technique et financière sur son exécution, rendue techniquement peu pertinente et financièrement plus coûteuse.

4. Périmètre et lieu d'exécution du marché

Etablissements	Adresses	Contacts
Centre de Détention de Mauzac Siret : 173 301 201 00153	24150 Mauzac et Grand-Castang (Dordogne)	Standard : 05 53 73 55 00 Economat : 05 53 73 55 08 @ : economat.cd-mauzac@justice.fr

5. Durée du marché

Le marché est passé pour une durée ferme de 12 mois à compter de sa notification et pourra être renouvelé 3 fois 12 mois de manière tacite.

Dans l'hypothèse où l'acheteur décide de ne pas reconduire le marché, il devra se prononcer par écrit au moins deux mois avant la fin de la période en cours. Il est considéré avoir accepté la reconduction du marché si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

Si l'acheteur décide de reconduire le marché, le titulaire ne pourra pas refuser cette reconduction, et les dispositions du Code de la commande publique seront applicables de plein droit. En cas de non-reconduction, le titulaire reste engagé jusqu'au terme de la période en cours.

La durée maximale du marché ne peut pas excéder 4 ans.

Article 3

Pièces contractuelles du marché

Seuls les exemplaires originaux conservés par la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Bordeaux font foi. Par dérogation au CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

1. Pièces particulières

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- ✓ L'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe financière (BPU) complété par le titulaire ;
- ✓ Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P)
- ✓ Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) et ses annexes (annexe 1 : Cadre du mémoire technique);
- ✓ Le Règlement de consultation (R.C) ;
- ✓ Les bons de commande émis par l'administration au fur et à mesure de l'exécution du marché ;
- ✓ Les réponses aux questions lors de la publication, et éventuellement la mise au point avant notification.

2. Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au jour de la signature du présent marché.

- ✓ Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G-FCS) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- ✓ Tous les règlements, normes et lois en vigueur ayant un rapport avec l'objet du présent marché ;

Ces pièces ne sont pas jointes au dossier, mais le soumissionnaire est censé en avoir connaissance.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées et constitutives du présent marché est réputée non écrite.

En cas de contradiction, le présent CCAP prévaut sur les conditions générales du titulaire, qui déclare avoir pris connaissance et accepté sans réserve le présent cahier des charges.

Article 4

Modalités d'exécution

1. Langue d'exécution du marché

La langue d'exécution du marché est le français. Les offres des concurrents sont entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté : cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

2. Réunions

- Réunions de mise en place du marché

Dès la notification du marché, une date de réunion sera définie pour déterminer les conditions d'exécution des prestations. Elle permettra de cadrer le démarrage de la prestation. Cette réunion sera organisée dans le 1^{er} mois suivant la notification du marché avec le responsable technique du Centre de détention de Mauzac.

- Réunion exceptionnelles

Des réunions exceptionnelles pourront être mises en œuvre sur demande de chaque partie pour un meilleur suivi des prestations avec le responsable de chaque site ainsi que le titulaire.

Au cours de ces réunions seront relatées les difficultés rencontrées ou tout problème concernant le bon déroulement des prestations.

A la suite de ces réunions, le titulaire remettra un compte rendu à la DISP dans un délai de quinze (15) jours ouvrés et mettra en avant les axes d'améliorations qu'il propose.

3. Commandes

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande établis suivant le BPU.

Un bon de commande annuel sera envoyé en début d'année par les établissements. En cas de besoin ponctuel, l'établissement concerné établira un bon de commande supplémentaire.

Les bons de commandes seront émis à compter du premier jour du début du marché ; ils peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.

La durée de validité du dernier bon de commande ne peut excéder de trois mois la durée de validité du marché.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de 25 heures, à compter de la réception du bon de commande, pour faire part de ses observations.

Dans tous les cas, le titulaire doit s'assurer de la réception d'un bon de commande avec un numéro d'engagement juridique (n°EJ) en 14 avant toute intervention.

L'exécution de la prestation court à compter de la date de réception du bon de commande. Dans l'hypothèse où le titulaire se trouverait dans l'impossibilité de satisfaire aux conditions strictes de passage fixées, il doit en aviser immédiatement et sans délai l'économat et le formaliser le jour même par un écrit par courriel. En cas d'absence de communication de la part du titulaire, celui-ci sera soumis aux pénalités prévues au sein du présent CCAP.

Aucun minimum de commande n'est exigible par le titulaire du marché afin d'honorer les bons de commande.

Les bons de commande auront pour montant maximum : 80 000€HT.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- ✓ Le nom du service émetteur de la commande ;
- ✓ Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- ✓ La date et le numéro du marché ;
- ✓ Le numéro d'engagement juridique dans CHORUS (transmis après notification au titulaire) ;
- ✓ L'établissement intéressé ;
- ✓ La date et le numéro du bon de commande ;
- ✓ Les références, la nature et la description des prestations à réaliser ;
- ✓ Le prix de chaque article conformément au BPU ;
- ✓ Les délais de livraison (jour et heure de livraison)
- ✓ Le lieu de livraison des fournitures ;
- ✓ Le montant HT et TTC du bon de commande.

A réception de la commande, le titulaire confirme sa réception à l'économat dont les coordonnées sont disponibles au sein du présent CCAP.

4. Conditions d'accès

Les conditions strictes d'accès aux établissements pénitentiaires sont mentionnées à l'article 17 du présent CCAP.

Le titulaire s'engage à en prendre connaissance et en avoir pleinement conscience lors de sa soumission au présent marché.

5. Nouveaux matériels et sorties de matériels

En cas de modification de la quantité d'installation ou d'installation nouvelle, un devis est soumis à l'établissement pour modifier le montant de la maintenance préventive. Si le devis est accepté, un avenant au présent marché sera alors passé. Le service bénéficiaire doit signaler par écrit tout retrait d'équipement par rapport à l'inventaire de départ. Le retrait d'un équipement doit faire l'objet d'un avenant au présent marché.

La facturation est modifiée en conséquence, au prorata temporis du nombre de jours d'appartenance des dits équipements à l'inventaire contractuel, sur la base d'un bon de commande pour la période considérée.

Le prestataire doit être en mesure de proposer l'achat de nouveaux équipements si les équipements détenus par l'établissement ne sont pas réparables. Le prestataire devra faire parvenir un devis dans les 72 heures au Centre de détention de Mauzac. L'établissement se réserve le droit dans l'hypothèse

d'un achat de matériel de mettre en concurrence le devis dudit prestataire avec un autre prestataire de son choix. Il n'est pas tenu par la proposition commerciale du prestataire du marché.

Article 5

Prix du marché

1. Caractéristiques des prix pratiquées (types et formes de prix)

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix forfaitaires du Bordereaux des Prix Unitaires (BPU).

Les prix s'entendent tout compris. Aucun frais supplémentaire relatif à l'exécution de la prestation ne pourra être réclamé par le titulaire en sus du forfait fixé au Bordereau de Prix Unitaire.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le taux de TVA ne sont mentionnés qu'à titre indicatif. En cas de variation des taux de cette taxe, les prix unitaires subissent une variation identique. Sur demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire fournit une liste des taxes auxquelles il est soumis avec les références des textes législatifs ou réglementaires correspondants.

Toute taxe devant figurer en sus sur les factures pourra faire l'objet d'une mise au point du marché. Durant l'exécution des marchés, les prix facturés sont ceux en vigueur à la date d'édition du bon de commande.

Il s'agit du prix figurant dans l'annexe financière (BPU). Les prix sont exprimés en EURO hors taxe. Le taux de la TVA applicable sera celui en vigueur à la date du début d'exécution des prestations.

2. Révision des prix

Les prix au BPU feront l'objet d'une révision des prix à chaque date d'anniversaire (date de notification) selon la formule suivante :

$$P_n = P_o (\text{Indicen}) / (\text{Indiceo})$$

Où :

- P_n est le prix révisé
- P_o est le prix des prestations correspondant à la période initiale d'exécution
- Indicen est le dernier indice connu au moment de la révision
- Indiceo est le dernier indice connu au mois de la remise des offres.

La révision des prix sera effectuée en utilisant l'indice INSEE : « Pondérations de l'indice des prix à la consommation - Base 2015 - Ensemble des ménages - France - Nomenclature Coicop : 05.3.1 - Gros appareils ménagers, électriques ou non Indice 001766024 ».

Disponible au lien suivant : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/series/001766448>

3. Clause butoir

En cas de révision des prix, celle-ci ne saurait dépassée les 5% d'augmentation annuelle.

4. Clause de réexamen

Dans le cas d'un besoin nouveau en cours d'année, résultant d'une modification réglementaire ou de prestations nécessaires et non prévus au BPU, la DISP informe les nouvelles prestations qu'elle souhaite ajouter au Bordereau des Prix unitaire (BPU).

Le prestataire communiquera un devis concernant ces nouvelles prestations si le prix nouveau n'est pas identique à celui au BPU. Ce nouveau prix ne pourra être supérieur ou égal à 10% du prix mentionné au BPU.

5. Imprévision

Sous réserve de justifier :

- D'un écart entre le prix de revient et la marge bénéficiaire au moment de la remise de l'offre,
- Ou ces mêmes éléments en cours de contrat,

Il pourra être fait application de l'article L.6-3 du Code de la commande publique au bénéfice du titulaire.

Il s'agira de déterminer la charge pesant sur le contrat du fait de l'augmentation exceptionnelle et imprévue des prix.

Par ailleurs, le titulaire pourra proposer, en cours de contrat, des remises complémentaires sur son offre initiale et/ou son tarif général telles que :

- Lorsque le volume des prestations réalisés au cours de la période s'avèrent être supérieurs à celui estimés initialement, le titulaire pourra proposer une remise complémentaire sur facture, sur chaque produit à la vente, supérieure à celle consentie dans son offre de base,
- En cas de demande ponctuelle et/ou exceptionnelle, le titulaire pourra proposer une remise sur tarif supérieure à celle consentie dans son offre de base.

Article 6

Réception, opération de vérification et admission des prestations

1. Opération de vérification et de contrôle

Le titulaire doit obligatoirement se présenter à l'établissement aux créneaux horaires définis pour les opérations de chargement ou de déchargement en respectant le cadencement défini dans les clauses du CCTP.

Conformément aux articles 22 et 23 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur ou son représentant ou tout autre personne habilitée par lui, se réserve le droit de contrôler à tout moment la bonne exécution des prestations du titulaire.

Le titulaire s'engage à accorder un droit d'accès aux agents de la DISP de Bordeaux ou à toute autres personne désignée par celle-ci pour tout contrôle de l'exécution du présent marché, et ce à tout moment.

Le prestataire est tenu :

- De se soumettre à tout contrôle opéré par l'Administration,
- De remettre sur demande de l'Administration toutes pièces justificatives nécessaires aux opérations de vérifications de l'Administration sur la réalisation effective des prestations.

Pour exemple, ci-dessous la liste non exhaustive des pièces pouvant être contrôlées :

- Les plannings et horaires d'intervention,
- Les justificatifs de non réalisation,
- Les factures

Les services de la DISP de Bordeaux sont également susceptibles de demander par voie électronique copie de ces documents.

Le titulaire doit conserver toute pièce justificative durant l'exécution du marché.

2. Suivi du marché

Toute non-conformité observée dans la prestation par le pouvoir adjudicateur ou son représentant donnera lieu à l'émission d'une fiche incident communiqué au titulaire.

Le titulaire est tenu, durant toute la période d'exécution du marché, d'y répondre sous quinzaine. Sa réponse doit être adressée au pouvoir adjudicateur ainsi qu'à l'auteur de la fiche incident.

En fonctionnement du dysfonctionnement lié à la non-conformité observée ou de la non réponse aux fiches incident, une mise en demeure assortie d'un délai d'exécution sera envoyée au titulaire. Celui-ci pourra se voir alors appliquer des pénalités en vertu du CCAP.

Article 7

Continuité du service

Il est formellement spécifié qu'une grève du titulaire ne peut exonérer celui-ci de ses obligations contractuelles, la continuité du service prévalant.

Au même titre, le titulaire pendant les congés, ou les arrêts maladies de ses agents devra pallier à ce dysfonctionnement pour assurer la continuité du service.

Enfin un litige, pour quelque motif que ce soit ne peut entraîner une suspension même temporaire des prestations.

Article 8

Facturation et modalités de règlement

1. Rédaction et présentation des factures

Les factures devront être émises mensuellement et seront payées après constatation du service fait.

L'Etat a l'obligation de recevoir des factures dématérialisées.

En conséquence, l'adresse d'envoi des factures sera la suivante :

Par saisie directe dans CHORUS-PRO :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Service exécutant : CGFDJUS033

Siret ETAT : 110 002 0011 00044

Désignation du comptable assignataire :

DRFIP Nouvelle Aquitaine,
24 rue François de Sourdís,

2. Mode de règlement

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles du CCAG-FCS.

Le mode de règlement est le mandat administratif.

Sous réserve du bon achèvement des prestations, le délai global de paiement est de trente (30) jours à compter de la réception de la facture. Ce délai peut être suspendu dans les cas fixés au décret n°2013-269 du 29 mars 2013. Sauf dispositions contraires, les paiements sont effectués à terme échu selon les règles de la comptabilité publique.

Le paiement est effectué sur la base d'une facture dématérialisée émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- Le nom (ou la raison sociale) et l'adresse du créancier ;
- La date d'émission de la facture ;
- La désignation du débiteur et le numéro de compte bancaire et postal associé et précisé dans l'Acte d'engagement (ATTRI 1) ;
- Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) : FAC0000033 ;
- La référence du marché et le numéro d'engagement juridique ;
- Le numéro de la facture ;
- La nature et la date de la prestation exécutée ;
- Le prix unitaire HT
- Le montant total HT
- Le taux et montant de la TVA
- Le montant total TTC des prestations exécutées ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC, et le taux et le montant de la TVA.

Une copie de ses factures pourra être demandée par le DISP de Bordeaux.

Article 9

Sous-traitance

Certaines prestations du marché peuvent être sous-traitées. La sous-traitance totale des prestations est interdite. Les dispositions du CCTP et du CCAP s'appliquent de fait aux prestations sous-traitées.

Pour obtenir l'agrément du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par un acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4) téléchargeable sur :

Cet acte mentionne la nature des prestations sous traitées envisagées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, ses capacités financières et professionnelles, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct, les conditions de paiement prévues et le cas échéant, les modalités de variation de prix.

La sous-traitance, devant obligatoirement être déclarée avec toute intervention, le titulaire doit adresser le formulaire DC4 permettant d'agréer son sous-traitant dès que la sous-traitance est envisagée.

Ce DC4 doit être transmis :

- A la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Bordeaux ;
- A l'établissement bénéficiaire

La Direction interrégionale des services pénitentiaires de Bordeaux dispose de 21 jours à compter de la remise du DC4 pour rejeter ou accepter la demande d'agrémentation.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Article 10

Avance forfaitaire issue de l'article R2191 du Code de la commande publique

Conformément à l'article R2191-3 du code de la commande publique, une avance ne peut être accordée que lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le titulaire, au sein de l'Acte d'Engagement et si les conditions le permettent d'obtenir s'il le souhaite l'avance forfaitaire.

Article 11

Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées par application d'un système forfaitaire.

Ces pénalités sont cumulables entre elles et elles sont dues quel que soit leur montant.

Les pénalités seront mises en œuvre par la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires de Bordeaux qui lui notifie par un décompte des pénalités envoyé au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception. Ces pénalités viennent en déduction des demandes de paiement correspondant aux prestations en cause, ou aux suivantes. Le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours, à compter de la notification du décompte pour présenter ses observations ou demander une réunion à l'acheteur. Passé ce délai, il sera réputé avoir accepté les pénalités.

Le titulaire reste intégralement redevable de la prestation dont la non réalisation a donné lieu à l'application de ladite pénalité, et ne peut se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

Pour l'ensemble des pénalités forfaitaire décrites ci-dessous, les jours de retard s'entendent en jours calendaires.

Aucune pénalité ne sera appliquée le 1^{er} mois qui suit le démarrage du marché.

Définition du manquement	Précisions	Pénalités
Le défaut est caractérisé par la non-réalisation d'une intervention de maintenance préventive programmée	Tout retard d'intervention peut être sanctionné par une pénalité de retard.	2% du cout annuel HT par jour ouvré de retard
Le défaut est caractérisé par un incident lié à un défaut d'entretien des équipements : fuites, traces de corrosion, non remplacement des filtres, etc.	L'intervention de maintenance préventive est considérée comme non concluante dans les cas où le défaut d'entretien a conduit l'établissement à recourir à une maintenance corrective, quand bien même la maintenance préventive devait prévenir cet incident.	5% du cout annuel HT du bon de commande
Pénalité pour le retard dans l'exécution des prestations de maintenance corrective	Compte tenu de l'obligation de résultat : - tout retard d'intervention par rapport aux délais mentionnés au devis peut être sanctionné par une pénalité - tout retard non motivé pour fournir un devis dans le délai imparti après réception de la demande peut entraîner l'application de pénalité	2% du cout annuel HT par jour ouvré de retard (samedi compris)
Le défaut est caractérisé par des dysfonctionnements récurrents sur un équipement après la visite de maintenance corrective	L'intervention de maintenance corrective est considérée comme non concluante dans les cas suivants et pourra être sanctionnée par une pénalité : - Difficulté de diagnostic et de remise en état de marche en mode dégradé des équipements concernés, si le titulaire ne s'est pas donné les moyens nécessaires, définis ci-dessous, dans l'heure de son arrivé sur le site à savoir : - appel d'un autre niveau d'intervention - appel de renfort - approvisionnement de matériel en action palliative pour le mois Il appartient au titulaire de faire la preuve que l'intervention non concluante ne lui est pas imputable. L'administration se réserve le droit de faire constater la véracité des éléments produits par un service tiers.	5% du cout annuel HT du bon de commande

Le défaut est caractérisé par l'inobservation des règles d'hygiène et de sécurité	Tout manquement aux règles d'hygiène et de sécurité peut entraîner l'application d'une pénalité	5% du cout annuel HT du bon de commande
Pénalités pour manquement aux obligations administratives du titulaire	Tout retard dans la remise des pièces administratives (rapports d'intervention, inventaires, audits d'entrée, devis, audit de sortie) relatif au présent marché peut entraîner l'application d'une pénalité.	Remboursement des pièces manquantes à partir du prix déterminé par la facture d'achat + 10€ de pénalité forfaitaire par sac
	Toute absence non excusée du titulaire pour la visite des lieux ou une réunion diligentée par le service bénéficiaire ou la DISP de Bordeaux peut entraîner une pénalité.	350€HT par absence si le préavis d'une semaine a été respecté pour informer le titulaire

1. Pénalités pour manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Le titulaire s'engage à respecter l'ensemble des dispositions en vigueur du Code du travail notamment celles relatives au travail dissimulé, ainsi que toute autre disposition législative ou réglementaire lui étant applicable.

En cas de non-respect de ces dispositions et conformément au Code du travail, le titulaire s'expose à l'application d'une pénalité spécifique.

Le montant de cette pénalité sera, au plus égal à 10% du marché, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application du Code du travail. Si dans le cadre du dispositif d'alerte, le titulaire n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, l'acheteur pourra appliquer les pénalités contractuelles ou rompre le contrat, sans indemnités aux frais et risques du titulaire.

2. Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas de manquement répétés dans l'exécution des prestations, l'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter le marché aux frais et risques du titulaire selon les conditions fixées dans le CCAG-FCS et indiqué au sein du CCAP.

Article 12

Nantissement

Le nantissement est autorisé dans les conditions fixées aux articles R2191-45 et R2191-63 du Code de la commande publique.

Article 13

Assurances et responsabilité

Assurances :

Avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert, ainsi que ses préposés et commettants, par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution de la prestation. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Responsabilité dans l'enceinte de l'établissement :

Le titulaire est responsable des dommages, des accidents et des dégradations de toute nature qui pourraient se produire à l'occasion des prestations dans l'enceinte de l'établissement. Il doit par conséquent être assuré au regard des dommages ayant leur origine dans l'exécution de la prestation et l'utilisation d'un véhicule. Les chargements et déchargements des véhicules sont assurés par le personnel du titulaire.

Article 14

Résiliation du marché

Les résiliations du CCAG-FCS relative à la résiliation du marché sont applicables.

1. Résiliation du fait de l'administration

Pour des motifs d'intérêts général, l'administration peut résilier le présent marché de son propre fait et sans être tenue de justifier sa décision, mais en indemnisant le prestataire dans les conditions décrites à l'article 42 du CCAG-FCS (y compris s'il y a lieu, des intérêts moratoires).

Le montant de l'indemnisation sera de 5% du montant initial du marché HT diminué du montant HT non révisé des prestations admises.

2. Résiliation aux torts du titulaire

L'administration peut résilier le présent marché aux torts du titulaire, sans indemnité, dans tous les cas prévus et selon les conditions décrites par l'article 41 du CCAG-FCS.

D'autre part, dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent marché, l'acheteur se réserve le droit de résilier le marché de plein droit, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution, adressée au titulaire et restée sans effet pendant ledit délai.

Enfin, en cas de non-respect des conditions d'accès au site pénitentiaire par les personnels du titulaire telles que prévues au cahier des clauses de sécurité, ainsi qu'en cas de manquements aux obligations de confidentialité et aux sujétions résultant de l'exploitation des locaux tels que précisées dans ce même document, l'acheteur pourra procéder à la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable, indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues.

Dans tous les cas, le titulaire disposera d'un délai de 15 jours pour présenter ses observations dès lors que l'administration l'aura informé, par courrier recommandé avec accusé de réception, de son intention de résilier le marché.

La résiliation pour faute ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités au profit du titulaire. Il est en outre précisé que l'acheteur pourra dès lors pourvoir à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire dans les conditions décrites à l'article 41 du CCAG-FCS.

3. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

En cas de non-exécution d'une partie des prestations, le représentant de l'acheteur se réserve le droit de la faire exécuter, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivi d'effet par un tiers aux frais et risques du titulaire.

L'exécution aux frais et risques du titulaire peut être prononcée indépendamment de la résiliation du marché.

Une exécution incomplète est assimilée à une non-exécution, sauf pour le titulaire à justifier des raisons qui, extérieures à son entreprise, s'opposeraient à la bonne et entière exécution des prestations.

Article 15

Droit et langue

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

En cas de litige, le droit français est le seul applicable. Le Tribunal administratif de Bordeaux est le seul compétent.

*Tribunal administratif de Bordeaux,
9 rue Tastet,
33000 Bordeaux*

En cas de litige sur l'interprétation, l'exécution ou le règlement du présent marché, à l'exclusion et pour ce qui le concerne, des cas relevant de l'application de plein droit par l'acheteur des dispositions du CCAG-FCS et des pénalités prévues au présent CCAP, les parties conviennent de rechercher un accord amiable.

Dans le cas où aucun accord conventionnel n'a pu être trouvé, et conformément à l'article 46 du CCAG-FCS, les parties saisissent le Comité consultatif de Règlement Amiable territorialement compétent.

Le recours juridictionnel n'est possible qu'après épuisement des voies de recours amiables. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale.

Article 16

Confidentialité et secret

Le titulaire qui, soit avant la notification du marché ou durant son exécution, a reçu communication, à titre confidentiel, de documents ou objets quelconques, est tenue de maintenir confidentielle cette communication et devra rendre ces documents ou objets à la fin de l'exécution de la prestation.

Ces documents ou objets ne peuvent sans autorisation préalable du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. L'administration soumet la totalité de l'exécution du présent marché à l'obligation de secret. En cas de violation par le titulaire de cette obligation, et indépendamment des sanctions pénales, éventuellement encourues, le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses torts.

Article 17

Clauses pénitenciaires

Le titulaire sera réputé connaître toutes les conditions d'interventions propres aux établissements pénitenciaires à la signature de l'acte d'engagement. Il renoncera donc à faire état ultérieurement

des difficultés provenant des contraintes en milieu carcéral pour modifier la nature ou le montant de ses prestations.

Obligation d'autorisation préalable pour entrer dans un établissement pénitentiaire :

En vue de l'obtention des autorisations d'accès, les entreprises devant intervenir dans l'établissement, adresseront au chef d'établissement ou au gestionnaire du site, dans un délai qui ne pourra pas être inférieure à 7 jours avant la date d'intervention, une liste nominative de toutes les personnes appelées à intervenir sur le site.

Les personnes mineures ne sont généralement pas autorisées à entrer dans les établissements pénitentiaires. Chacune de ces personnes devra fournir au préalable au chef d'établissement, les éléments figurant sur la pièce d'identité nationale.

Des précisions complémentaires seront demandées aux titulaires d'un contrat devant intervenir en permanence de l'établissement.

L'Administration Pénitentiaire délivrera les autorisations nécessaires. Elle se réserve le droit de refuser l'accès à certains personnels de l'entreprise sans que cette dernière ne puisse prétendre à une indemnité ou à une quelconque compensation, l'entreprise devra proposer une autre personne. Après l'obtention de cette autorisation, les personnels de l'entreprise munis d'un titre d'identité (passeport, ou CNI) pourront se présenter à l'entrée de l'établissement.

Références juridiques :

Article D 221-1 du code de procédure pénale

"Le chef d'établissement doit veiller à une stricte application des instructions relatives au maintien de l'ordre et de la sécurité dans l'établissement."

Article D 221-3 du code de procédure pénale

"A ce titre, il prendra les dispositions nécessaires en vue de prévenir les évasions, notamment en ce qui concerne la disposition du chantier, la fermeture des portes ou passages, les circuits de circulation, ainsi que leur éclairage."

Article D 222-2 du code de procédure pénale

"Une autorisation spéciale est nécessaire pour effectuer à l'intérieur d'un établissement pénitentiaire, des photographies, croquis, prises de vue et enregistrements sonores, se rapportant à la détention. Cette autorisation peut être délivrée par le Directeur Régional des Services Pénitentiaires pour les établissements se rapportant à sa compétence territoriale, et par le Ministre de la Justice lorsque l'autorisation concerne des établissements sur l'étendue du territoire national.

Article D 222-3 du code de procédure pénale

"Les personnes étrangères au service d'un établissement pénitentiaire ne peuvent pénétrer à l'intérieur de celui-ci qu'après avoir justifié de leur identité et de leur qualité. La pièce d'identité produite par les personnes peut être retenue pour leur être restituée seulement au moment de leur sortie ».

Le non-respect de ces obligations peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire dans les conditions prévues au présent CCAP, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues.

Article 18

Promotion de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »

Le ministère de la Justice s'est engagé dans une démarche « Relations fournisseurs et achats Responsables » (RFAR) avec la signature le 1^{er} juin 2023 de la charte du même nom.

Par cet engagement, le ministère encourage notamment ses fournisseurs :

A s'intéresser au parcours national des achats responsables ;

A construire un projet fédérateur transversal et de transformation autour d'une politique achats responsables, en y associant l'ensemble des directions concernées ;

Au développement de bonnes pratiques d'achat dans l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement

A s'engager dans un parcours des achats responsables en signant la Charte RFAR voire, pour les plus engagés et les plus déterminés, en travaillant à l'obtention du Label RFAR.

A cet effet, le titulaire s'engage à informer le ministère de toute démarche entreprise en la matière et notamment :

La signature de la Charte « Relations fournisseurs et achats responsables »

L'obtention du Label « Relations fournisseurs et achats responsables »

Et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le Médiateur des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) se proposent de vous accompagner dans cette démarche. Pour toute information, consultez le site internet :

<http://www.rfar.fr>

Article 19 Dérogation au CCAG-FCS

- L'article 5.3 du présent CCAP relatif à la prolongation des délais d'exécution dérogeant à l'article 25 du CCAG-FCS ;
- L'article 10.2 du présent CCAP relatif à la révision des prix déroge aux dispositions de l'article 10.2 du CCAG-FCS ;
- L'article 12 du présent CCAP relatif aux pénalités de retard déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS.